

COMMUNIQUÉ



SOLIDARITÉ AUX MILITANT·ES DE GOLEM, DE L'UEJF ET À TOU·TES LES ÉTUDIANT·ES VICTIMES D'ANTISÉMITISME DANS LES UNIVERSITÉS

Paris le 26 mars 2026,

Le 24 mars 2026, à l'université de Nanterre, des militant·es de Golem et de l'UEJF ont été agressé·es alors qu'ils tenaient respectivement un stand de sensibilisation à la lutte contre l'antisémitisme à l'occasion de la semaine contre le racisme.

Iels ont été agressé·es par plusieurs personnes aux cris de « *Sionistes, fascistes hors de nos facs* », mais celles-ci ont dû renoncer à leur projet d'exclusion de Golem et de l'UEJF.

On a le droit d'être sioniste, antisioniste ou ni l'un ni l'autre, et être sioniste ne signifie pas soutenir le gouvernement israélien et sa politique.

Golem et l'UEJF ont également été accusées d'être « génocidaires » ou « des soutiens du génocide », accusations mensongères au regard de leurs positions publiques, qui n'ont jamais consisté à soutenir la politique du gouvernement israélien ni les crimes commis à Gaza et en Cisjordanie.

Golem a au contraire condamné à de nombreuses reprises la politique menée par le gouvernement d'extrême droite israélien et apporté son soutien au peuple palestinien.

Certain·es ont tenté de justifier leur violence en affirmant qu'il ne faudrait pas se fier au « *verniss progressiste* » de Golem, reprenant ainsi un stéréotype antisémite ancien prêtant aux Juifs des intentions dissimulées.

Que de tels propos aient été tenus lors d'un événement censé être consacré à la lutte contre le racisme est particulièrement inquiétant.

L'action a été revendiquée par Le Poing Levé, l'Union étudiante et la FSE, qui accusent ces organisations de « *participer à la criminalisation du mouvement pro-palestinien* ».

Or, en réalité Golem et l'UEJF n'ont pas le même positionnement politique, notamment sur le soutien à la cause palestinienne.

Ces organisations ont en commun d'être des organisations juives qui luttent contre l'antisémitisme.

C'est manifestement cela qui déplaît à ces organisations.

Depuis plus de deux ans, dans plusieurs universités, des étudiant·es juif·ves subissent intimidations, marginalisations et tentatives de mise au silence.

Le RAAR rappelle notamment que la FSE a organisé à l'université Paris-8 une réunion au cours de laquelle l'attaque terroriste du 7 octobre a été publiquement glorifiée, révélant une banalisation de discours antisémites jusque dans les lieux de savoir.

Sous couvert de dénoncer une prétendue instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme, certain·es instrumentalisent en réalité la cause palestinienne pour attaquer des organisations qui combattent l'antisémitisme.

Cette action menée à l'université de Nanterre s'inscrit dans cette confusion et ne relève donc pas du soutien au peuple palestinien, mais d'un antisémitisme déguisé en antisionisme.

Le RAAR condamne fermement ces faits et apporte son soutien à Golem, à l'UEJF, ainsi qu'à toutes les victimes d'antisémitisme dans les universités.

Les étudiant·es juif·ves doivent pouvoir étudier et militer sans être menacé·es. Il y a urgence à faire respecter ce droit élémentaire.